

# La consommation abusive d'alcool coûte des milliards

L'abus d'alcool ne porte pas uniquement préjudice aux personnes directement concernées. Il a des répercussions sur l'ensemble de la société. En 2010 (année de référence), il a coûté 4,2 milliards de francs à la collectivité suisse. Telles sont les conclusions de l'étude intitulée *Coûts liés à l'alcool en Suisse*, réalisée sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et publiée en mars dernier. Outre les dépenses occasionnées dans le secteur de la santé ou de la sécurité, les pertes de productivité dans l'économie dominent avec un montant chiffré à 3,4 milliards de francs. Le travail de prévention, bénéfique du point de vue économique, profite à l'ensemble de la société.

Un verre de vin pendant le repas, une bière après le travail, un cocktail lors d'occasions spéciales: en Suisse, la plupart des gens boivent de l'alcool, un produit d'agrément qui est largement accepté par la plus grande partie de la société. Si 80% de la population boit modérément, un cinquième commet des excès occasionnellement ou régulièrement. Il en résulte des coûts pour l'économie et les entreprises, le domaine de la santé et des caisses d'assurance-maladie, la police et la justice, et, au bout du compte, le contribuable.

## La prévention peut aider à diminuer les coûts

Dans le rapport *Santé 2020*, qui répertorie les priorités en matière de politique sanitaire, le Conseil fédéral constate qu'il faut renforcer la promotion de la santé et la prévention des maladies<sup>1</sup>. Il entend ainsi diminuer les coûts que les mauvaises habitudes alimentaires, le manque d'exercice et l'abus d'alcool ou de tabac induisent pour l'économie. Le Programme national alcool (PNA), qui a été entériné en 2008 par le Conseil fédéral et qui est mis en œuvre sous l'égide de l'OFSP, inscrit la diminution des coûts sociaux imputables à l'abus d'alcool parmi ses objectifs principaux. L'étude *Coûts liés à l'alcool en Suisse* sensibilise le grand public à ce sujet et lui fait prendre davantage conscience de la responsabilité qui échoit à la collectivité. En effet, c'est elle qui assume, au final, les coûts calculés dans la présente étude. La prévention peut contribuer à les diminuer.

Les gens prennent mieux conscience du problème posé par la consommation abusive d'alcool dès lors qu'il devient possible d'en

chiffrer les coûts. L'étude parvient à la conclusion que ce problème a coûté 4,2 milliards de francs à la société au cours de l'année de référence. Sur cette somme, 3,4 milliards de francs, soit 80%, ont été supportés par l'économie. Les coûts directs dans les domaines de la santé ou des poursuites pénales s'élèvent à 0,8 milliard de francs. Le coût global représente 0,7% du PIB. Les chiffres cités pèsent explicitement sur l'ensemble de la société, puisqu'ils ne prennent pas en compte les coûts assumés par des particuliers, tels que la dégradation de la qualité de vie ou les soins apportés à un proche alcoolique. En moyenne, l'abus d'alcool coûte 613 francs par an à chaque Suisse de plus de 15 ans.

## «Gueule de bois» et baisse de la productivité

Les 3,4 milliards que coûte la consommation d'alcool à l'économie sont engendrés de façon indirecte, plus précisément sous la forme de pertes de productivité. Comment parvient-on à ce montant? Les pertes de productivité peuvent être directes (1,2 milliard de francs) ou indirectes (2,2 milliards de francs). Le premier cas survient, par exemple, lorsqu'un salarié fournit une prestation réduite à la suite d'une «gueule de bois» (présentisme). Il peut aussi être absent pour une courte durée (absentéisme): par exemple, s'il arrive en retard au travail après une soirée bien arrosée et qu'il n'effectue pas la totalité de son service.

Ces pertes de productivité ont été calculées à l'aide d'une enquête menée auprès de responsables des ressources humaines, sur laquelle s'était déjà appuyée en 2010 l'étude de l'OFSP *Coûts imputables à l'alcool sur le lieu de travail*<sup>2</sup>. Ce questionnaire avait montré que près de 2% des collaborateurs présentaient une consommation problématique d'alcool, qu'ils étaient, de ce fait, absents quatre heures de plus par mois que les autres employés et qu'ils étaient donc 15% moins productifs. Les secteurs de l'hôtellerie et du bâtiment sont les plus touchés, avec respectivement 5,1% et 3,9% d'employés ayant une consommation problématique d'alcool. Près de 14% des entreprises interrogées avaient indiqué mener un programme de préven-



**Marc Moser**  
Section Alcool, Office fédéral de la santé publique  
OFSP

<sup>1</sup> Objectif 1.3.

<sup>2</sup> Telser et al., *Coûts imputables à l'alcool sur le lieu de travail*, réalisée sur mandat de l'OFSP, étude Polynomics.

Tableau 1

## Les coûts liés à l'alcoolisme en Suisse, 2010

	Coûts liés à l'alcool en millions de francs	Pourcentage par rapport aux coûts totaux (nets) <sup>a</sup>
<b>Mortalité (décès prématurés dus à l'alcool)</b>	<b>1393</b>	<b>33</b>
<b>Morbidité</b>	<b>792</b>	<b>19</b>
Départ à la retraite anticipée	419	10
Absentéisme (maladie)	393	9
<b>Total des pertes de productivité indirectes</b>	<b>2185</b>	<b>52</b>
<b>Pertes de productivité directes</b>	<b>1175</b>	<b>28</b>
Présentéisme (capacité réduite au poste de travail)	1014	24
Absentéisme (absence de courte durée du poste de travail)	161	4
<b>Total des coûts indirects</b>	<b>3360</b>	<b>80</b>
Secteur de la santé: coûts directs	613	15
Poursuites pénales: coûts directs	251	6
<b>Total</b>	<b>4224</b>	<b>100</b>

a Les sommes peuvent présenter de légers écarts en raison des règles d'arrondi appliquées.

Source: OFSP / La Vie économique

Tableau 2

## Entités assumant les coûts liés à l'alcool (en millions de francs)

Entités assumant des coûts	Total	Santé	Poursuites pénales	Morbidité/ Mortalité	Pertes de productivité directes
État	387	135	251		
Assurances sociales	298	298			
Ménages	179	179			
Entreprises	1681			507	1175
Ensemble de l'économie nationale	1679			1679	
<b>Total</b>	<b>4224</b>	<b>613</b>	<b>251</b>	<b>2185</b>	<b>1175</b>

Source: OFSP / La Vie économique

tion, 70% d'entre elles en tirant un bilan coût-utilité positif.

### Des coûts élevés induits par l'incapacité de travail

Outre des pertes de productivité directes d'un montant supérieur à 1,2 milliard de francs, l'économie perd 2,2 milliards de façon indirecte. Ce calcul s'appuie sur le fait que, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la consommation d'alcool est à l'origine de plus de soixante maladies et est associée à près de 200 autres tableaux cliniques<sup>3</sup>. Les recherches médicales convergent vers un même constat: l'alcool affecte presque tous les organes. À cela s'ajoutent les blessures consécutives à des accidents. Les décès prématurés (mortalité) qui en résultent ainsi que les départs à la retraite anticipée et les absences pour maladie et accidents (morbidité) font perdre des ressources

à l'économie nationale et donc du bien-être. L'étude emploie la méthode du capital humain conformément aux recommandations de l'OMS et aux usages dans les travaux publiés en matière d'économie de la santé. Aussi tient-elle compte du fait qu'une partie de la main-d'œuvre manque au marché de l'emploi à cause de la mortalité et de la morbidité, ce qui se traduit par une baisse du niveau de vie et se répercute sur les coûts. C'est ainsi que l'on parvient à la somme de 2,2 milliards de francs. Les décès prématurés causent des pertes s'élevant à 1,4 milliard de francs. Les coûts de la morbidité, qui sont de l'ordre de 0,8 milliard de francs, se répartissent à parts égales entre les départs à la retraite anticipée et les absences pour maladie.

Les personnes affectées sont des salariés qui quittent le marché du travail pour cause d'alcoolisme et de maladies liées, telles que des troubles neuropsychiatriques, et bénéficient dès lors de prestations AI. Il peut également s'agir d'accidentés de la route, victimes d'une conduite en état d'ivresse, rendus inaptes au travail en raison de leurs blessures. Il convient, par ailleurs, de mentionner que l'étude a calculé les coûts nets dans la mesure où elle tient compte des effets positifs d'une consommation d'alcool modérée sur les maladies cardiovasculaires.

### Autres coûts directs dans les domaines de la santé et de l'exécution des peines

Outre les pertes de productivité infligées à l'économie, la consommation d'alcool provoque aussi des coûts directs dans les domaines des poursuites pénales et de la santé. Pour ce dernier, la somme globale s'élève à 613 millions de francs. Il s'agit de dépenses pour le traitement de maladies, d'accidents et de blessures imputables à l'alcool. Les méthodes de traitement stationnaires (405 millions de francs), comme la médecine somatique aiguë ou la psychiatrie, engendrent des coûts presque deux fois plus élevés que les soins ambulatoires (208 millions de francs). Les traitements onéreux des troubles neuropsychiatriques, par exemple le syndrome de sevrage de l'alcool et les troubles du comportement causés par l'abus d'alcool, ont un coût particulièrement élevé. Les troubles neuropsychiatriques et les coûts occasionnés à la suite d'accidents ou de blessures représentent près des trois quarts des coûts liés à l'alcool dans le secteur de la santé.

Par ailleurs, l'abus d'alcool favorise la survenue d'infractions, comme les actes de violence ou la conduite en état d'ébriété, qui représentent 251 millions de francs, répartis entre les frais de police, de justice et d'exécution des peines. Ils découlent, pour moitié,

3 OMS, *Global Status Report on Alcohol and Health*, 2011.

4 Jeanrenaud et al. (2003).

du travail occasionné aux forces de l'ordre (113 millions de francs), tandis que les incarcérations pour des délits liés à l'alcool s'élèvent à 75 millions de francs. La part des coûts concernant la justice est moins importante (64 millions), car seuls les cas non résolus sont à la charge du contribuable. En règle générale, les auteurs des infractions qui ont pu être confondus paient les frais administratifs de leur poche. Les auteurs de l'étude partent du principe que les coûts sont en réalité beaucoup plus élevés dans le domaine des poursuites pénales. Par exemple, on ne tient pas compte du déploiement de forces de police plus importantes lors de grandes manifestations ou à l'occasion des matchs hebdomadaires de football ou de hockey sur glace, ni des contrôles routiers effectués par la police. Toutefois, les données disponibles ne permettent pas de déterminer précisément la proportion des coûts liés à l'alcool.

coûts directs dans le secteur de la santé. Avec 298 millions de francs, elles sont même les entités qui absorbent le plus de coûts. Surviennent également des coûts privés à hauteur de 179 millions de francs, sous forme de franchises et de quotes-parts des assurances-maladie, qui n'ont pas été soustraits pour des questions de méthode ou en raison des données disponibles. Les coûts privés tels que les soins apportés à un proche alcoolique ne sont pas non plus inclus. Il en va de même des coûts immatériels ou intangibles tels que la douleur, la souffrance ou la perte de qualité de vie; ces charges privées sont, du reste, difficiles à calculer.

Il n'est pas possible de se prononcer sur l'évolution des coûts. Certes, une étude a été réalisée sur les dépenses sociales liées à l'alcool en Suisse<sup>4</sup>. Toutefois, il est très difficile d'établir des comparaisons. D'une part, les méthodes scientifiques ont été actualisées suivant les normes internationales – à la différence de l'étude de 2003, l'enquête actuelle ne prend pas en compte les coûts immatériels –, d'autre part, des données différentes ont été utilisées. Ainsi, l'enquête menée auprès des responsables des ressources humaines des entreprises a fourni pour la première fois des données permettant de calculer les pertes de productivité directes. ■

Encadré 1

### Le PNA réduit les dommages dus à l'abus d'alcool

Dans le cadre du PNA, l'OFSP soutient nombre de projets menés par différents partenaires. Leur but est de réduire les coûts sociaux dus à l'abus d'alcool. Suite à une étude ayant montré que sa consommation induit des coûts considérables pour les entreprises, une plateforme Internet ([www.alcoolautravail.ch](http://www.alcoolautravail.ch)) a, par exemple, été mise en place, puisque l'on sait que les programmes de prévention permettent d'améliorer la situation. Les entreprises peuvent ainsi s'informer sur les mesures à prendre pour faire face à ce problème.

Des projets sont également réalisés dans le domaine de la santé. L'un d'eux vise à renforcer les offres d'entraide. Un autre entend favoriser l'intervention brève des médecins de famille. Il s'agit, dans les deux cas, de réduire l'ampleur des problèmes liés à l'alcool. Autre projet en cours, le modèle concernant les hospitalisations pour intoxications alcooliques a pour but de systématiser la collaboration entre les médecins, les experts en matière de dépendance, les spécialistes de la prévention de l'alcoolisme, les patients concernés et leurs parents. À l'heure actuelle, la prise en charge de ces patients jusqu'à leur sortie de l'hôpital est gérée différemment d'un établissement à l'autre. Ce modèle, scientifiquement fondé, doit permettre de renforcer l'efficacité des processus et donc de réduire les coûts. En outre, des réflexions sont également menées sur la question de la violence liée à la consommation d'alcool et sur les mesures à prendre pour protéger les jeunes lors de manifestations soumises à autorisation. Par ailleurs, pour remédier au problème de la vente d'alcool à des jeunes n'ayant pas l'âge légal de s'en procurer, des achats-tests sont menés à une large échelle et des formations sont dispensées au personnel de vente. L'OFSP soutient aussi toute une série d'actions visant à sensibiliser la population sur les dangers de l'abus d'alcool. Toutes ces mesures montrent que la prévention est une mission collective qui bénéficie aussi bien aux personnes affectées qu'à l'ensemble de la société.

### Qui paie les coûts liés à l'alcool?

Il faut bien assumer les coûts générés par l'alcool. Sur les 3,4 milliards de francs de pertes subies par l'économie, la moitié échoit à la collectivité et l'autre moitié aux entreprises. La totalité des coûts incombant à la collectivité découle des pertes de productivité indirectes pour morbidité et mortalité. Ces dernières représentent 2,2 milliards de francs, dont 0,5 milliard incombe aux entreprises qui doivent remplacer des travailleurs pour cause de maladie, de décès ou de départs à la retraite prématurés. La totalité des pertes de productivité directes (1,2 milliard de francs) échoit aux entreprises.

Les pouvoirs publics et donc les contribuables assument des coûts atteignant 387 millions de francs. Ce montant inclut toutes les dépenses du domaine des poursuites pénales et une partie de celles qui concernent le secteur de la santé. S'agissant des poursuites pénales, ce sont les contribuables qui financent la police cantonale, les prisons ou les tribunaux. Dans le secteur de la santé, ces coûts sont pris en charge par l'État, mais aussi par les caisses d'assurance-maladie. Voici deux exemples qui relèvent du secteur public:

- la victime d'un accident imputable à une conduite en état d'ivresse doit être transportée aux urgences d'un hôpital public;
- une personne alcoolodépendante doit faire appel, en raison de sa maladie, à un service d'aide et de soins à domicile financé par l'État à un âge relativement précoce.

Plus encore que les pouvoirs publics, ce sont les assurances sociales qui assument les